

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG149/1
8 avril 2003

(03-1927)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA BULGARIE ET L'ESTONIE

Le texte de l'Accord de libre-échange entre la République de Bulgarie et la République d'Estonie est reproduit ci-après.¹

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE ET LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE

PRÉAMBULE

La République de Bulgarie et la République d'Estonie, ci-après dénommées les "Parties contractantes",

Réaffirmant leur ferme attachement à une démocratie fondée sur la primauté du droit, les droits de l'homme et les libertés fondamentales,

Rappelant leur intention de prendre une part active au processus d'intégration économique en tant qu'élément important de la stabilité dans le continent européen et se déclarant prêtes à collaborer pour trouver des moyens de renforcer ce processus,

Considérant les droits et obligations découlant de l'Accord d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Bulgarie, d'autre part, et de l'Accord d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Estonie, d'autre part,

Réaffirmant leur ferme attachement aux principes de l'économie de marché sur laquelle se fondent leurs relations,

Rappelant leur ferme attachement à l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, à la Charte de Paris et, en particulier, aux principes contenus dans le document final de la Conférence de Bonn sur la coopération économique en Europe,

Résolues à cette fin à éliminer progressivement les obstacles pour l'essentiel de leurs échanges commerciaux, conformément aux dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) et de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC),

¹ Les annexes et les protocoles de l'Accord ont été communiqués au Secrétariat où les Membres intéressés peuvent les consulter (bureau 1174).

Fermement convaincues que le présent accord favorisera l'intensification de relations commerciales mutuellement bénéfiques entre elles et contribuera au processus d'intégration européenne,

Considérant qu'aucune disposition du présent accord ne saurait être interprétée comme exemptant les Parties des obligations qui leur incombent en vertu d'autres organisations et accords internationaux, notamment l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce,

Résolues à mettre en œuvre le présent accord de libre-échange de façon à préserver et à protéger l'environnement et à assurer une utilisation optimale des ressources naturelles conformément au principe de la croissance durable,

Conviennent de ce qui suit:

Article premier

Objectifs

1. Les Parties contractantes établissent une zone de libre-échange conformément aux dispositions du présent accord, à l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et au Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.

2. Les objectifs du présent accord sont les suivants:

- a) promouvoir, par l'expansion des échanges commerciaux, le développement harmonieux des relations économiques entre les Parties contractantes et ainsi favoriser les progrès de l'activité économique chez celles-ci, l'amélioration des conditions de vie et de travail ainsi que l'accroissement de la productivité et de la stabilité financière;
- b) assurer des conditions équitables de concurrence pour les échanges entre les Parties contractantes;
- c) contribuer de la sorte, par l'élimination d'obstacles aux échanges, au développement harmonieux et à l'expansion du commerce mondial;
- d) promouvoir la coopération entre les Parties contractantes.

CHAPITRE I: PRODUITS INDUSTRIELS

Article 2

Champ d'application

1. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux produits industriels originaires des Parties contractantes.

2. Aux fins du présent accord, l'expression "produits industriels" s'entend des produits qui relèvent des chapitres 25 à 97 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, à l'exception des produits énumérés à l'annexe I du présent accord.

Article 3

Droits de douane à l'importation et taxes d'effet équivalent

1. Aucun nouveau droit de douane à l'importation, ni nouvelle taxe d'effet équivalent n'est introduit dans les échanges entre les Parties contractantes.
2. Les Parties contractantes suppriment entre elles, à la date d'entrée en vigueur du présent accord, tous les droits de douane à l'importation et taxes d'effet équivalent.

Article 4

Droits de douane à caractère fiscal

Les dispositions de l'article 3 sont également applicables aux droits de douane à caractère fiscal.

Article 5

Droits de douane à l'exportation et taxes d'effet équivalent

1. Aucun nouveau droit de douane à l'exportation, ni nouvelle taxe d'effet équivalent n'est introduit dans les échanges entre les Parties contractantes.
2. Les Parties contractantes suppriment entre elles, à la date d'entrée en vigueur du présent accord, tous les droits de douane à l'exportation et taxes d'effet équivalent.

Article 6

Restrictions quantitatives à l'importation et mesures d'effet équivalent

1. Aucune nouvelle restriction quantitative à l'importation, ni nouvelle mesure d'effet équivalent n'est introduite dans les échanges entre les Parties contractantes.
2. Toutes les restrictions quantitatives et les mesures d'effet équivalent sur les importations de produits originaires des Parties contractantes sont supprimées à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Article 7

Restrictions quantitatives à l'exportation et mesures d'effet équivalent

1. Aucune nouvelle restriction quantitative à l'exportation, ni nouvelle mesure d'effet équivalent n'est introduite dans les échanges entre les Parties contractantes.
2. Toutes les restrictions quantitatives et les mesures d'effet équivalent sur les exportations de produits originaires des Parties contractantes sont supprimées à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Article 8

Obstacles techniques au commerce

1. Les Parties contractantes coopèrent et échangent des informations dans les domaines de la normalisation, de la métrologie, de l'évaluation de la conformité et de l'accréditation en vue de réduire les obstacles techniques au commerce.
2. Les droits et les obligations des Parties contractantes relatifs aux normes, aux règlements techniques et aux procédures d'évaluation de la conformité sont régis par l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.
3. Chaque Partie contractante, à la demande de l'autre Partie contractante, communique des informations sur des cas précis de normes, de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité.
4. Afin d'éliminer les obstacles techniques et de mettre en œuvre d'une manière effective le présent accord, les Parties contractantes peuvent, sur la base du présent article, conclure un accord de reconnaissance mutuelle des résultats d'essais, des certificats de conformité et des autres documents directement ou indirectement liés à l'évaluation de la conformité des produits qui font l'objet d'un échange entre elles, sur la base des règlements en vigueur dans le pays importateur.
5. Une spécification des conditions et méthodes pour une évaluation de la conformité est préparée, par accord mutuel, par les autorités nationales compétentes pour l'exécution des procédures d'évaluation de la conformité sur la base des règlements en vigueur dans le pays exportateur.

CHAPITRE II: PRODUITS AGRICOLES

Article 9

Champ d'application

1. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux produits agricoles originaires des Parties contractantes.
2. Aux fins du présent accord, l'expression "produits agricoles" s'entend des produits qui relèvent des chapitres 1 à 24 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, y compris des produits énumérés à l'annexe I du présent accord.

Article 10

Échange de concessions

1. Les Parties contractantes se déclarent prêtes à encourager, autant que leurs politiques agricoles le permettent, le développement harmonieux du commerce des produits agricoles et à discuter périodiquement cette question au sein du Comité mixte.
2. À cette fin, les Parties contractantes s'accordent l'une l'autre les concessions mentionnées dans le protocole A du présent accord, prévoyant des mesures destinées à promouvoir le commerce de produits agricoles, conformément aux dispositions du présent chapitre et du protocole A.

3. Compte tenu:

- a) du rôle de l'agriculture dans leurs économies;
- b) du développement du commerce des produits agricoles entre les Parties contractantes;
- c) de la sensibilité particulière des produits agricoles;
- d) des règles découlant de leurs politiques agricoles;
- e) de l'harmonisation des politiques agricoles des Parties contractantes avec la Politique agricole commune de l'Union européenne;
- f) des conséquences des négociations commerciales multilatérales menées sous l'égide du GATT et de l'OMC;

les Parties contractantes examinent la possibilité de s'accorder mutuellement de nouvelles concessions.

Article 11

Concessions et politiques agricoles

1. Sans préjudice des concessions accordées au titre de l'article 10 du présent accord, les dispositions du présent chapitre n'empêchent aucunement les Parties contractantes de poursuivre leurs politiques agricoles respectives ni de prendre des mesures découlant de ces politiques, y compris la mise en œuvre des dispositions correspondantes de l'Accord sur l'agriculture dans le cadre de l'OMC.

2. Les Parties contractantes notifient au Comité mixte toutes les modifications apportées à leurs politiques agricoles respectives ou aux mesures qu'elles appliquent qui peuvent influencer sur les conditions de leurs échanges de produits agricoles prévues dans le présent accord. À la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, des consultations se tiennent au sein du Comité mixte dans les moindres délais afin d'examiner la situation.

Article 12

Mesures de sauvegarde spécifiques

Nonobstant les autres dispositions du présent accord et notamment celles de l'article 25, si, compte tenu de la sensibilité particulière des produits agricoles, les importations de produits originaires d'une Partie contractante, et faisant l'objet de concessions au titre du présent accord, perturbent sérieusement les marchés de l'autre Partie contractante, la Partie contractante concernée engage immédiatement des consultations pour parvenir à une solution appropriée. En attendant qu'une telle solution soit trouvée, la Partie contractante concernée peut prendre les mesures qu'elle juge nécessaires.

Article 13

Mesures vétérinaires, sanitaires et phytosanitaires

1. Les Parties contractantes harmonisent entre elles, sur la base de la législation correspondante de l'Union européenne, les mesures concernant le contrôle vétérinaire et phytosanitaire.

2. Les mesures vétérinaires et sanitaires ainsi que le travail des services vétérinaires sont conformes à celles de la Commission du Codex Alimentarius, de l'Office international des épizooties et des autres conventions internationales dans ce domaine.
3. Les mesures phytosanitaires et le travail des services de préservation des végétaux sont conformes à la Convention internationale pour la protection des végétaux et aux autres conventions internationales dans ce domaine.
4. Les Parties contractantes appliquent leurs mesures sanitaires et phytosanitaires d'une façon conforme à l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires.
5. En matière vétérinaire, sanitaire et phytosanitaire, les Parties contractantes appliquent leurs réglementations de manière non discriminatoire et s'abstiennent d'introduire de nouvelles mesures ayant pour effet d'entraver indûment les échanges.

CHAPITRE III: DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 14

Règles d'origine et coopération en matière d'administration douanière

1. Le protocole B du présent accord définit les règles d'origine et les méthodes de coopération administrative en la matière.
2. Les Parties contractantes adoptent les mesures appropriées, y compris des examens réguliers par le Comité mixte et des arrangements de coopération administrative, pour garantir l'application efficace et harmonieuse des dispositions du protocole B et des articles 3 à 8, 10 à 13, 15 et 26 du présent accord, pour réduire autant que possible les formalités auxquelles sont soumis les échanges et pour trouver des solutions mutuellement satisfaisantes à toutes les difficultés que soulève l'application de ces dispositions.
3. L'assistance mutuelle entre les autorités administratives en matière douanière s'effectue conformément aux dispositions du protocole C du présent accord.

Article 15

Imposition intérieure

1. Les Parties contractantes s'abstiennent d'appliquer sur le plan intérieur toute mesure ou pratique de nature fiscale établissant, directement ou indirectement, une discrimination entre les produits originaires des Parties contractantes.
2. Les produits exportés vers le territoire de l'une des Parties contractantes ne peuvent bénéficier d'une ristourne d'impositions intérieures supérieure au montant des impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement.

Article 16

Exceptions générales

Le présent accord n'empêche pas les prohibitions ou les restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit de marchandises qui se justifient par des raisons liées:

- a) à la protection de la moralité ou de la sécurité publiques;
- b) à la protection de la santé et de la vie des personnes;
- c) à la protection des animaux et à la préservation des végétaux;
- d) à la protection de l'environnement;
- e) à la conservation des ressources naturelles épuisables, si de telles mesures sont appliquées conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales;
- f) à la protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique;
- g) à la protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale;
- h) à l'importation ou à l'exportation de l'or ou de l'argent.

Toutefois, ces prohibitions ou restrictions ne doivent pas constituer un moyen de discrimination arbitraire, ni une restriction déguisée au commerce entre les Parties contractantes.

Article 17

Exceptions concernant la sécurité

Aucune disposition du présent accord n'empêche une Partie contractante de prendre toutes mesures appropriées qu'elle estime nécessaires pour:

- a) empêcher la divulgation de renseignements contraires aux intérêts essentiels de sa sécurité;
- b) protéger les intérêts essentiels de sa sécurité, s'acquitter d'obligations sur le plan international ou mettre en œuvre des politiques nationales:
 - i) se rapportant au trafic d'armes, de munitions et de matériel de guerre, à condition que ces mesures n'altèrent pas les conditions de concurrence en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires, et à tout commerce d'autres articles, matériel et services destinés directement ou indirectement à assurer l'approvisionnement des forces armées, ou
 - ii) se rapportant à la non-prolifération des armes biologiques et chimiques, de l'armement nucléaire ou d'autres engins explosifs nucléaires, ou
 - iii) appliquées en temps de guerre ou en cas de grave tension internationale menaçant de déboucher sur un conflit armé.

Article 18

Monopoles d'État

1. Les Parties contractantes aménagent progressivement les monopoles d'État présentant un caractère commercial de manière à faire en sorte qu'il n'existe plus aucune discrimination entre les ressortissants des Parties contractantes pour ce qui est des conditions d'achat et de commercialisation des marchandises. Les Parties contractantes s'informent mutuellement des mesures prises à cette fin.
2. Les dispositions du présent article s'appliquent à tout organisme par l'intermédiaire duquel les autorités compétentes des Parties contractantes, *de jure* ou *de facto*, contrôlent, dirigent ou influencent sensiblement, directement ou indirectement, les importations ou les exportations entre les Parties contractantes. Ces dispositions s'appliquent également aux monopoles délégués par une Partie contractante à d'autres organismes.

Article 19

Paiements

1. Les paiements en monnaies librement convertibles afférents aux échanges de produits entre les Parties contractantes ainsi que le transfert de ces paiements en direction du territoire de la Partie contractante sur lequel réside le créancier ne sont soumis à aucune restriction.
2. Les Parties contractantes s'abstiennent d'appliquer toute restriction de change ou administrative concernant l'octroi, le remboursement ou l'acceptation des crédits à court et à moyen terme couvrant des échanges de produits auxquels participe un résident d'une Partie contractante.
3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, toutes les mesures concernant les paiements courants liés à la circulation des marchandises sont conformes aux conditions énoncées à l'article VIII des Statuts du Fonds monétaire international.

Article 20

Règles de concurrence entre entreprises

1. Sont incompatibles avec le bon fonctionnement du présent accord, dans la mesure où ils sont susceptibles d'affecter les échanges entre les Parties contractantes:
 - a) tous les accords entre entreprises, les décisions prises par des associations d'entreprises et les pratiques concertées entre entreprises qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence;
 - b) l'exploitation abusive, par une ou plusieurs entreprises, d'une position dominante sur l'ensemble ou dans une partie substantielle des territoires des Parties contractantes.
2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aux activités de toutes les entreprises, y compris les entreprises publiques et les entreprises auxquelles les Parties contractantes ont concédé des privilèges spéciaux ou exclusifs. Les entreprises chargées de la prestation de services d'intérêt économique général et les monopoles générateurs de recettes fiscales sont soumis aux dispositions du paragraphe 1 pour autant que l'application de ces dispositions ne fasse pas obstacle, *de jure* ou *de facto*, à l'accomplissement de leurs tâches à caractère public.

3. S'agissant des produits visés au chapitre II, les dispositions de l'alinéa 1 a) du présent article ne s'appliquent pas aux accords, décisions et pratiques qui font partie intégrante de l'organisation d'un marché national.

4. Si une Partie contractante estime qu'une pratique donnée est incompatible avec les paragraphes 1, 2 et 3 du présent article et si cette pratique cause ou menace de causer un préjudice grave aux intérêts de cette Partie contractante ou un dommage important à sa branche de production nationale, elle peut prendre des mesures appropriées suivant les conditions et la procédure établies à l'article 29.

Article 21

Aides publiques

1. Toute aide accordée par un État Partie contractante au présent accord ou prélevée sur les ressources de l'État sous quelque forme que ce soit, qui fausse ou menace de fausser le jeu de la concurrence en favorisant certaines entreprises ou la production de certaines marchandises, est incompatible avec le bon fonctionnement du présent accord dans la mesure où elle est susceptible d'affecter les échanges entre les Parties contractantes.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux produits visés au chapitre II.

3. Les critères en fonction desquels sont évaluées les pratiques contraires au paragraphe 1 du présent article, ainsi que les règlements d'application, doivent être compatibles avec les critères correspondants appliqués au sein de l'Union européenne et avec les règlements d'application convenus entre chacune des Parties contractantes et l'Union européenne.

4. Les Parties contractantes garantissent la transparence dans le domaine des aides publiques, entre autres en communiquant chaque année au Comité mixte le montant total et la répartition des aides accordées et en fournissant à l'autre Partie contractante, si celle-ci en fait la demande, des informations sur les programmes d'aide ou sur des cas particuliers d'aide publique.

5. Si une Partie contractantes estime qu'une pratique donnée:

- a) est incompatible avec les dispositions du paragraphe 1 et n'est pas traitée de façon adéquate selon les règlements d'application visés au paragraphe 3, ou
- b) en l'absence des règlements visés au paragraphe 3, cause ou menace de causer un préjudice grave aux intérêts de l'autre Partie contractante ou un dommage important à sa branche de production nationale,

elle peut prendre des mesures appropriées suivant les conditions et la procédure établies à l'article 29. Ces mesures appropriées ne peuvent être prises qu'en conformité avec la procédure et les conditions établies par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, l'Accord instituant l'OMC et tout autre instrument adéquat négocié sous leurs auspices et applicable entre les Parties contractantes.

Article 22

Marchés publics

1. Les Parties contractantes considèrent la libéralisation de leurs marchés publics respectifs comme un objectif du présent accord. Les Parties contractantes s'efforcent d'ouvrir l'attribution des marchés publics sur la base de la non-discrimination et de la réciprocité.
2. Les Parties contractantes élaborent progressivement leurs réglementations, conditions et pratiques respectives en matière de marchés publics dans le but d'accorder aux fournisseurs de l'autre Partie contractante l'accès aux procédures d'adjudication de leurs marchés publics respectifs conformément aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics figurant à l'Annexe IV de l'Accord instituant l'OMC.
3. Le Comité mixte examine les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du présent article et peut formuler des recommandations concernant les modalités d'application des dispositions du paragraphe 2 de manière à garantir le libre accès, la transparence et le parfait équilibre des droits et des obligations.
4. Au cours de l'examen mentionné au paragraphe 3, le Comité mixte peut envisager la possibilité d'élargir le champ d'application et/ou le degré de l'ouverture des marchés prévus au paragraphe 2, notamment à la lumière de faits nouveaux survenus et des réglementations adoptées dans ce domaine au plan international.

Article 23

Protection de la propriété intellectuelle

1. Les Parties contractantes confirment leur volonté de respecter les obligations découlant de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, qui constitue l'Annexe Ic de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, et d'autres conventions sur la protection de la propriété intellectuelle signées par les deux Parties contractantes et énumérées à l'annexe II du présent accord.
2. Aux fins du présent accord, l'expression "protection de la propriété intellectuelle" fait référence à toutes les catégories de propriété intellectuelle, telles que: le droit d'auteur et les droits voisins, y compris sur les programmes d'ordinateur et les bases de données; les droits de l'inventeur; les marques de fabrique ou de commerce et les dessins décoratifs; les indications géographiques dont l'appellation d'origine; les dessins ou modèles industriels; les modèles d'utilité; les brevets; les topographies de circuits intégrés; et les renseignements non divulgués, y compris le savoir-faire.
3. Conformément aux obligations qui lui incombent en vertu de la législation et des accords internationaux en matière de droits de propriété intellectuelle, une Partie contractante n'accorde pas aux ressortissants de l'autre Partie contractante un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde aux ressortissants d'un pays tiers.
4. Les Parties contractantes coopèrent en matière de propriété intellectuelle. Elles organisent, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, des consultations d'experts sur ces questions, notamment sur les activités liées aux conventions internationales actuelles ou à venir concernant l'harmonisation, l'administration et le respect des droits de propriété intellectuelle, sur les activités d'organisations internationales comme l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle ainsi que sur les relations des Parties contractantes avec tout pays tiers en matière de propriété intellectuelle.

5. La mise en œuvre du présent article est régulièrement évaluée par les Parties contractantes. Si des difficultés surviennent dans les échanges liés aux droits de propriété intellectuelle, l'une ou l'autre des Parties contractantes peut demander la tenue de consultations urgentes pour trouver des solutions mutuellement acceptables.

Article 24

Dumping

Si une Partie contractante constate l'existence d'un dumping au sens de l'article VI du GATT de 1994 dans les relations commerciales qui sont régies par le présent accord, elle peut prendre des mesures appropriées contre cette pratique conformément à l'article VI du GATT de 1994 et à l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 et suivant la procédure établie à l'article 29.

Article 25

Mesures de sauvegarde générales

Lorsqu'un produit est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer:

- a) un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents dans le territoire de la Partie contractante importatrice, ou
- b) de graves perturbations dans un secteur quelconque de l'économie ou des difficultés de nature à entraîner une sévère détérioration de la situation économique d'une région,

la Partie contractante concernée peut prendre des mesures appropriées suivant les conditions et la procédure établies à l'article 29.

Article 26

Ajustement structurel

1. Des mesures exceptionnelles d'une durée limitée dérogeant aux dispositions de l'article 29 peuvent être prises par l'une ou l'autre des Parties contractantes sous forme d'un relèvement des droits de douane.

2. Ces mesures ne peuvent viser que des industries naissantes ou certains secteurs en cours de restructuration ou connaissant de graves difficultés, en particulier lorsque ces difficultés causent des problèmes sociaux importants.

3. Les droits de douane appliqués au titre de ces mesures par la Partie contractante concernée sur des importations originaires de l'autre Partie contractante ne peuvent pas dépasser 25 pour cent *ad valorem* et doivent conserver un élément de préférence pour les produits originaires de cette autre Partie contractante. La valeur totale des importations de produits qui sont assujettis à ces mesures ne peut pas dépasser 15 pour cent de la valeur totale des produits industriels importés de l'autre Partie contractante - tels qu'ils sont définis au chapitre I - pendant la dernière année pour laquelle des statistiques sont disponibles.

4. Ces mesures s'appliquent pendant une période qui ne peut pas dépasser deux années consécutives.

5. De telles mesures ne peuvent être introduites pour un produit s'il s'est écoulé plus de trois ans depuis l'entrée en vigueur du présent accord.

6. La Partie contractante concernée informe le Comité mixte de toute mesure exceptionnelle qu'elle envisage de prendre et, à la demande de l'autre Partie contractante, des consultations ont lieu au sein du Comité mixte au sujet desdites mesures et des secteurs visés avant que ces mesures ne soient appliquées. Lorsqu'elle prend des mesures de cette nature, la Partie contractante concernée communique au Comité mixte un calendrier pour l'élimination des droits de douane introduits en application du présent article. Ce calendrier prévoit l'élimination progressive de ces droits de douane par tranches annuelles égales à partir, au plus tard, de la fin de la première année après leur introduction. Le Comité mixte peut fixer un calendrier différent.

Article 27

Réexportation et pénurie grave

1. Lorsque l'application des dispositions des articles 5 et 7 donne lieu:

- a) à la réexportation vers un pays tiers à l'encontre duquel la Partie contractante exportatrice maintient pour le produit en question des restrictions quantitatives à l'exportation, des droits de douane à l'exportation ou des mesures ou taxes d'effet équivalent, ou
- b) à une pénurie grave d'un produit essentiel pour la Partie contractante exportatrice, ou à la menace d'une telle pénurie,

et lorsque les situations précitées causent ou risquent de causer de graves difficultés à la Partie contractante exportatrice, cette dernière peut prendre des mesures appropriées suivant les conditions et la procédure établies à l'article 29.

2. Les mesures prises comme suite à la situation énoncée au paragraphe 1 sont supprimées lorsque la situation ne justifie plus leur maintien et, dans la situation énoncée à l'alinéa 1 b), elles s'appliquent de manière non discriminatoire.

Article 28

Exécution des obligations

1. Les Parties contractantes prennent toutes les mesures nécessaires pour l'exécution des obligations qui leur incombent au titre du présent accord. Elles veillent à ce que les objectifs énoncés dans le présent accord soient atteints.

2. Si une Partie contractante estime que l'autre Partie contractante a manqué à une obligation découlant du présent accord, elle peut prendre des mesures appropriées suivant les conditions et la procédure établies à l'article 29.

Article 29

Procédure d'application des mesures de sauvegarde

1. Avant d'entamer la procédure d'application des mesures de sauvegarde énoncée dans les paragraphes suivants du présent article, les Parties contractantes s'efforcent de régler les différends qui les opposent par des consultations directes.

2. La Partie contractante qui soumettrait des importations de produits susceptibles de provoquer la situation évoquée à l'article 25 à une procédure administrative ayant pour objet de fournir rapidement des informations sur la tendance des flux commerciaux en informe l'autre Partie contractante.

3. Sans préjudice du paragraphe 7 du présent article, une Partie contractante qui envisage de recourir à des mesures de sauvegarde en avise dans les moindres délais l'autre Partie contractante et communique tous renseignements utiles. Des consultations entre les Parties contractantes ont lieu sans délai au sein du Comité mixte en vue de trouver une solution mutuellement acceptable.

4. a) S'agissant des articles 24, 25 et 27, le Comité mixte examine l'affaire ou la situation et peut prendre toute décision utile pour mettre fin aux difficultés notifiées par la Partie contractante concernée. À défaut de décision dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle le Comité mixte a été saisi de la question, la Partie contractante concernée peut adopter les mesures nécessaires pour remédier à la situation.
- b) S'agissant de l'article 28, la Partie contractante concernée peut prendre les mesures appropriées une fois les consultations terminées ou après que se soit écoulée une période de trois mois à compter de la date de la première notification à l'autre Partie contractante.
- c) S'agissant des articles 20 et 21, la Partie contractante concernée prête au Comité mixte toute l'assistance nécessaire en vue de l'examen de l'affaire et, s'il y a lieu, élimine la pratique incriminée. À défaut pour l'autre Partie contractante d'avoir mis fin à la pratique incriminée dans le délai fixé par le Comité mixte, ou à défaut d'accord au sein de ce dernier 60 jours après qu'il a été saisi de l'affaire, la Partie contractante concernée peut adopter les mesures appropriées pour remédier aux difficultés résultant de la pratique en question.

5. Les mesures de sauvegarde qui sont prises sont notifiées immédiatement au Comité mixte. Elles se limitent, dans leur ampleur et leur durée, à ce qui est strictement nécessaire pour remédier à la situation qui en a provoqué l'application et ne vont pas au-delà du dommage causé par la pratique ou les difficultés en question. Priorité est donnée aux mesures qui perturberont le moins le fonctionnement du présent accord.

6. Les mesures de sauvegarde font l'objet de consultations périodiques au sein du Comité mixte en vue de leur assouplissement dès que possible ou de leur suppression lorsque la situation ne justifie plus leur maintien.

7. Lorsque des circonstances exceptionnelles nécessitant une intervention immédiate excluent un examen préalable, la Partie contractante concernée peut, dans les situations visées aux articles 24, 25 et 27, appliquer immédiatement les mesures provisoires strictement nécessaires pour remédier à la situation. Ces mesures sont notifiées sans délai et des consultations entre les Parties contractantes ont lieu dès que possible au sein du Comité mixte.

Article 30

Difficultés de balance des paiements

1. Les Parties s'efforcent d'éviter d'adopter des mesures restrictives, y compris des mesures relatives aux importations à des fins de balance des paiements.

2. Lorsqu'une Partie contractante éprouve ou est menacée dans l'immédiat d'éprouver de graves difficultés de balance des paiements, elle peut, conformément aux dispositions pertinentes du GATT de 1994 et de l'Accord instituant l'OMC, adopter des mesures restrictives, y compris des mesures relatives aux importations, qui ont une durée limitée et ne peuvent aller au-delà de ce qui est nécessaire pour remédier à la situation de la balance des paiements. Ces mesures sont progressivement assouplies au fur et à mesure que la situation de la balance des paiements s'améliore et elles sont éliminées lorsque la situation ne justifie plus leur maintien. La Partie contractante concernée informe sans délai l'autre Partie contractante de l'introduction de mesures de cette nature et communique, chaque fois que possible, un calendrier pour leur suppression.

Article 31

Clause évolutive

1. Lorsqu'une Partie contractante estime qu'il serait utile, dans l'intérêt des économies des Parties contractantes, de développer et d'approfondir les relations établies par le présent accord en les étendant à des domaines non couverts par celui-ci, elle soumet une demande motivée à l'autre Partie contractante. Les Parties contractantes peuvent confier au Comité mixte le soin d'examiner cette demande et de leur adresser des recommandations, s'il y a lieu, notamment en vue d'engager des négociations.

2. Les accords résultant de la procédure définie au paragraphe 1 sont soumis à la ratification ou à l'approbation des Parties contractantes, conformément à leur législation interne.

Article 32

Unions douanières, zones de libre-échange et commerce frontalier

1. Le présent accord n'empêche pas le maintien ou l'établissement d'unions douanières, de zones de libre-échange ou d'arrangements relatifs au commerce frontalier, pour autant que ceux-ci n'ont aucun effet préjudiciable sur le régime des échanges des Parties contractantes, et notamment les dispositions concernant les règles d'origine prévues par le présent accord.

2. Sur demande, des consultations entre les Parties contractantes ont lieu au sein du Comité mixte afin qu'elles s'informent réciproquement de tout accord établissant une union douanière ou une zone de libre-échange.

Article 33

Services et investissements

1. Les Parties contractantes reconnaissent l'importance croissante de certains domaines, tels que les services et les investissements. Dans leur volonté de développer et d'élargir progressivement leur coopération, particulièrement dans le contexte de l'intégration européenne, elles collaborent en vue d'une libéralisation progressive et de l'ouverture mutuelle de leurs marchés aux investissements et au commerce des services, en tenant compte des dispositions pertinentes de l'Accord général sur le commerce des services.

2. Les Parties contractantes débattent au sein du Comité mixte de la possibilité d'étendre leurs relations commerciales aux domaines de l'investissement étranger direct et du commerce des services.

CHAPITRE IV: DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET FINALES

Article 34

Comité mixte

1. Les Parties contractantes conviennent d'instituer un Comité mixte au sein duquel chacune d'entre elles est représentée.
2. Le Comité mixte est responsable de superviser et d'administrer la mise en œuvre du présent accord.
3. Aux fins de la bonne mise en œuvre du présent accord, les Parties contractantes procèdent à des échanges d'informations et, à la demande de l'une ou l'autre d'entre elles, tiennent des consultations au sein du Comité mixte. Celui-ci étudie en permanence la possibilité d'une nouvelle suppression d'obstacles aux échanges entre les Parties contractantes.
4. Le Comité mixte peut prendre des décisions dans les cas prévus par le présent accord. Pour ce qui est des autres questions, le Comité mixte peut formuler des recommandations.

Article 35

Procédures du Comité mixte

1. Aux fins de la bonne mise en œuvre du présent accord, le Comité mixte se réunit chaque fois qu'il est nécessaire, mais au moins une fois l'an. Chacune des Parties contractantes peut demander sa convocation.
2. Le Comité mixte prend ses décisions d'un commun accord.
3. Si une décision du Comité mixte est assujettie à l'accomplissement des procédures internes prévues par la législation de l'une ou l'autre des Parties contractantes, elle entre en vigueur, si elle ne prévoit pas elle-même une date ultérieure, le jour de la réception de la dernière note adressée par voie diplomatique confirmant que les procédures internes prévues par leur législation pour l'entrée en vigueur de cette décision ont été accomplies.
4. Aux fins du présent accord, le Comité mixte établit son règlement intérieur, qui contient notamment des dispositions relatives à la convocation de ses réunions, à la désignation de son président et au mandat de ce dernier.
5. Le Comité mixte peut décider de constituer des sous-comités ou groupes de travail propres à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches.

Article 36

Annexes et protocoles

Les annexes et les protocoles du présent accord en font partie intégrante.

Article 37

Modifications

1. Les modifications au présent accord sont apportées avec le consentement des Parties contractantes et entrent en vigueur à la date de réception de la dernière note adressée par voie diplomatique confirmant que les procédures internes prévues par la législation des Parties contractantes pour l'entrée en vigueur des modifications ont été accomplies.
2. Les modifications aux annexes et protocoles ainsi que les modifications techniques au texte du présent accord peuvent être apportées par décision du Comité mixte.

Article 38

Entrée en vigueur

1. Le présent accord est soumis à ratification.
2. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date de réception de la dernière note adressée par voie diplomatique confirmant que les procédures internes prévues par la législation de chaque Partie contractante pour l'entrée en vigueur du présent accord ont été accomplies.
3. En attendant l'entrée en vigueur du présent accord conformément au paragraphe 2 du présent article, les Parties contractantes conviennent d'appliquer le présent accord à titre provisoire à compter du 1^{er} janvier 2002.

Article 39

Validité et dénonciation

1. Le présent accord est conclu pour une durée illimitée.
2. L'une ou l'autre des Parties contractantes peut dénoncer le présent accord au moyen d'une notification écrite adressée à l'autre Partie contractante. La dénonciation prend effet le premier jour du sixième mois suivant la date à laquelle l'autre Partie contractante a reçu la notification.
3. Les deux Parties contractantes conviennent que si une Partie contractante devient membre de l'Union européenne, celle-ci se retire du présent accord au plus tard la veille du jour où son adhésion prend effet, et ce sans verser aucune compensation à l'autre Partie.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

FAIT à Sofia, le 11 décembre 2001, en double exemplaire, en langue anglaise.
